

# Comment la diplomatie Énergétique d'Israël alimente le génocide à Gaza

## Description

*Les exportations d'énergie jouent un rôle central dans la campagne menée par Israël pour normaliser ses relations avec ses voisins et échapper à toute responsabilité dans le génocide des Palestiniens. Un embargo énergétique sur Israël devrait aller de pair avec des appels à un embargo sur les armes.*

Par Energy Embargo for Palestine, le 18 juillet 2025



Gisement gazier offshore du Léviathan

Le 17 mars 2025, Israël a lancé sans avertissement des frappes aériennes sur cinq municipalités de Gaza. [Plus de 400 Palestiniens ont été tués](#), dont 100 enfants. Ces frappes ont violemment rompu l'accord de cessez-le-feu provisoire négocié en janvier. Quelques heures avant le massacre, des délégués de SOCAR, BP et New Med sont arrivés en Israël pour annoncer officiellement un accord visant à explorer la zone connue sous le nom de « Cluster I », une zone de 1 700 km<sup>2</sup> située près du gisement de gaz Leviathan exploité par la société énergétique américaine Chevron. Cluster I est l'une des nombreuses licences d'exploration offshore accordées par Israël tout au long du génocide, y compris des licences [pour extraire du gaz des eaux palestiniennes](#) annexées par Israël.

Avec ce nouveau contrat, les entreprises énergétiques renforcent leur complicité dans l'occupation continue de la Palestine et le génocide des Palestiniens par Israël. Dans son [rapport](#) intitulé « De l'économie de l'occupation à l'économie du génocide », la rapporteuse spéciale des Nations unies Francesca Albanese souligne spécifiquement le rôle des entreprises énergétiques, en déclarant :

« En fournissant à Israël du charbon, du gaz, du pétrole et du carburant, les entreprises contribuent aux infrastructures civiles qu'Israël utilise pour consolider son annexion permanente et qui servent d'armes pour détruire la vie des Palestiniens. Ces mêmes infrastructures sont utilisées par l'armée israélienne pour détruire Gaza, y compris le réseau qui fournit les ressources fournies par ces entreprises. *La nature apparemment civile de ces infrastructures ne dégage pas les entreprises de leur responsabilité.* »

Comme le pétrole, le charbon et le gaz alimentent les infrastructures mêmes qui renforcent l'occupation et assassinent les Palestiniens, les appels à un embargo énergétique sur Israël

vont de pair avec les appels à un embargo sur les armes. La Colombie a imposé [un embargo sur le charbon](#), et [les syndicats pétroliers brésiliens](#) font pression sur le gouvernement pour qu'il mette fin aux exportations de pétrole vers Israël, qui s'élevaient à 2,7 millions de barils de pétrole brut pour la seule année 2024.

Au cours des mois qui ont suivi le bref cessez-le-feu du 19 janvier 2025, Israël a intensifié son génocide à Gaza et officialisé ses plans de déplacement forcé des Palestiniens de la bande de Gaza. Ces escalades nécessitent une stratégie internationale plus forte pour lutter contre les chaînes d'approvisionnement sionistes et demander des comptes à Israël.

Parallèlement, le secteur énergétique israélien, en particulier son industrie gazière, a bénéficié de investissements de multinationales occidentales telles que [BP](#), [Chevron](#) et [ENI](#). Le développement de sites de production de gaz dans les zones maritimes revendiquées par Israël constitue un élément central de l'infrastructure nécessaires au maintien de son occupation et, à terme, au développement de son indépendance vis-à-vis des importations d'énergie.

La capacité d'Israël à produire de grandes quantités de gaz place également l'énergie au premier plan de la voie vers la normalisation de l'état colonial dans la région. Ces dernières années, Israël a cherché à contrer son isolement géopolitique en concluant des accords avec des États voisins, tels que la Jordanie et l'Égypte, ainsi qu'avec l'UE. De l'accord secrètement conclu [avec la Jordanie pour un montant de 10 milliards de dollars sur le gaz naturel](#) au récent protocole d'accord avec l'UE et l'Égypte, l'état colonial normalise sa présence en liant son marché du gaz à la sécurité énergétique de ses voisins.

Nos stratégies pour lutter contre le génocide doivent intégrer de manière intentionnelle une confrontation avec les entreprises énergétiques publiques et privées, qui fournissent cette infrastructure et facilitent les accords de normalisation basés sur l'énergie.

## Les licences d'exploration gazière de BP

L'accord de mars 2025 marque la reprise d'un projet d'exploration gazière retardé, initialement annoncé [fin octobre 2023](#) par le ministre israélien de l'énergie de l'époque, Israel Katz. Bien que l'annonce initiale ait été présentée comme une [« marque de confiance »](#) envers le secteur énergétique mondial, le projet a été gelé en raison de l'escalade du génocide perpétré par Israël à Gaza, et aucun progrès n'a été réalisé jusqu'au début de cette année.

Fondamentalement, cet accord marque la première implication directe de BP dans le secteur du gaz naturel israélien, et son timing est significatif. Comme le détaille la récente [enquête](#) d'Albanese, à un moment où la brutalité s'intensifie, British BP p.l.c. renforce son implication dans l'économie israélienne, avec des licences d'exploration confirmées en mars 2025, qui permettent à BP d'explorer les étendues maritimes palestiniennes illégalement exploitées par Israël.

Bien que l'exploration en soit encore à ses débuts, cet accord laisse entrevoir la possibilité d'une augmentation des réserves de gaz israéliennes à l'avenir, ce qui pourrait renforcer le marché intérieur et, surtout, permettre d'exporter vers d'autres pays. Ce qui est certain,

---

câ??est que tout gaz extrait dans le cadre de ce projet sera utilisé pour alimenter les forces militaires israéliennes, les structures carcérales et les colonies [illégales](#).

Israël possède actuellement deux importantes réserves de gaz, les gisements de Tamar et Leviathan, tous deux exploités par [Chevron](#). Le gisement de Tamar est le [principal fournisseur](#) de la société publique Israel Electric Corporation (IEC), qui alimente en énergie les institutions gouvernementales israéliennes, notamment les bases militaires, les prisons et les colonies illégales en Cisjordanie occupée. L ?IEC [contrôle également](#) le réseau électrique palestinien, dont une partie devrait alimenter Gaza en électricité. Comme le [soutient](#) désormais le Premier ministre Keir Starmer, là?une des [premières mesures](#) de punition collective prises par Israël contre les Palestiniens de Gaza a été de couper là?électricité. Il est bien document  que la restriction par Israël des approvisionnements en carburant et en énergie nécessaires à la plupart des fonctions vitales fait partie de la stratégie plus large de là?état sioniste visant à occuper Gaza et à orchestrer un génocide.

Si les réserves de gaz d ?Israël alimentent sans aucun doute les infrastructures carcérales nécessaires au maintien de son occupation, les exportations jouent un rôle tout aussi important dans le renforcement de la stabilité de là?état israélien. La production de gaz d ?Israël permet la négociation d ?accords de normalisation centrés sur là?énergie avec des voisins tels que là?Égypte et la Jordanie, intégrant Israël dans là?économie régionale et légitimant son occupation du territoire palestinien. Les récentes licences d ?exploration doivent être considérées comme la poursuite de cette stratégie, qui vise à long terme à renforcer la capacité d ?exportation d ?Israël et à approfondir ses liens avec les acteurs az ris et britanniques.

Ces nouvelles licences marquent là?implication la plus directe de BP et de SOCAR dans le secteur énergétique israélien. Cependant, les deux entreprises jouent depuis longtemps un rôle dans là?approvisionnement énergétique de là?entité sioniste. Dans le contexte du génocide en cours, 28 % du pétrole d ?Israël provient d ?Azerbaïdjan via là?oléoduc [Bakou-Tbilissi-Ceyhan \(BTC\)](#) exploité par BP depuis fin 2024. Cet oléoduc a été créé à la suite d ?un accord de 7,4 milliards de dollars conclu en 1994, stipulant que SOCAR développerait les champs pétrolifères de là?Azerbaïdjan en collaboration avec des compagnies p trollif res occidentales, dont BP. Bien que les registres douaniers azerb djanais affirment que les exportations vers Israël ont cessé en octobre, [des sources israéliennes](#) rapportent que là?Azerbaïdjan continue de livrer du pétrole par là?intermédiaire de négociants internationaux. En février de cette année, SOCAR, la compagnie p trollif re nationale azerb djanaise, a également acheté une [participation de 10 %](#) dans le gisement de gaz de Tamar.

La troisième société partenaire est NewMed, une société israélienne qui détient actuellement la [plus grande part](#) du gisement de gaz Leviathan. Anciennement connue sous le nom de Delek Drilling, il s agit d ?une filiale du groupe Delek, une société israélienne détenue par le milliardaire Yitzhak Tshuva. Le groupe Delek a été inscrit sur une [liste noire des Nations unies en 2020](#) pour avoir mené à des activités suscitant des préoccupations particulières en matière de droits de là?homme à dans des colonies israéliennes [illégales](#) au regard du droit international. NewMed a également conclu des contrats d ?exploration gazière avec les gouvernements de [Chypre](#), de Bulgarie et du Maroc, ces derniers [ tant situés](#) dans les eaux occupées du Sahara occidental.

À? premiÃre vue, cette coentreprise semble Ãtre une nouvelle collaboration entre des sociÃtÃs ÃnergÃtiques prÃtes Ã fermer les yeux sur un gÃnocide pour rÃaliser des profits. Cependant, la composition de ce consortium reflÃte lâapprofondissement des relations entre Ãtats. Ces liens gÃopolitiques forgÃs par des intÃrÃts mutuels constituent la base de projets privÃs de dÃveloppement ÃnergÃtique.

## LâAzerbaÃdjan et IsraÃl se rapprochent

Le partenariat entre lâAzerbaÃdjan et IsraÃl se rÃsume Ã un [flux de pÃtrole et dâarmes](#) : lâAzerbaÃdjan est le premier fournisseur de pÃtrole dâIsraÃl, et en retour, IsraÃl est lâun des [principaux fournisseurs dâarmes de lâAzerbaÃdjan](#), avec environ 70 % des armes fournies entre 2016 et 2020.

Pour cette raison, lâAzerbaÃdjan est un [alliÃ stratÃgique clÃ pour IsraÃl](#) et les Ãtats impÃrialistes occidentaux. AprÃs lâindÃpendance de lâAzerbaÃdjan vis-Ã-vis de lâUnion soviÃtique en 1991, les gouvernements occidentaux ont [rapidement exploitÃ le pÃtrole et la situation gÃographique stratÃgique](#) de lâAzerbaÃdjan, et BP a ÃtÃ lâune des premiÃres entreprises Ã sâimplanter dans le Bakou post-soviÃtique. En 1992, un an aprÃs la dÃclaration dâindÃpendance de lâAzerbaÃdjan vis-Ã-vis de lâUnion soviÃtique, [IsraÃl a armÃ les forces azerbaÃdjanaises](#) avec des armes fabriquÃes aux Ãtats-Unis contre les ArmÃniens lors de la premiÃre guerre du Haut-Karabakh.

Actuellement, les Ãtats-Unis ne peuvent fournir dâaide et dâarmes Ã lâAzerbaÃdjan en raison de la [section 907](#) (la Ã Freedom Support Act Ã), qui, par extension, empÃche les Ãtats-Unis dâexercer une pression le long de la frontiÃre de 765 km quâils partagent avec lâIran. Bakou [cherche Ã obtenir lâabrogation de la section 907](#) afin de bÃnÃficier dâune alliance avec les Ãtats-Unis, et [Donald Trump](#) a exprimÃ son souhait dâinclure lâAzerbaÃdjan dans les accords dâAbraham, lâaccord visant Ã normaliser les relations entre IsraÃl et les pays arabes.

Il est significatif que les relations diplomatiques se soient ouvertes depuis quâ[IsraÃl, avec la Turquie](#), a fortement soutenu lâAzerbaÃdjan pour reprendre le Haut-Karabakh entre 2020 et 2023, et que lâÃtat sioniste [continue dâinvestir](#) dans son matÃriel militaire. LâAzerbaÃdjan a rÃciproquÃ en annonÃant en 2022 lâouverture dâune [ambassade Ã Tel Aviv](#). Il a Ãgalement ÃtÃ rÃcemment [rendu public](#) que lâAzerbaÃdjan avait accueilli cette annÃe plusieurs pourparlers de mÃdiation entre IsraÃl et la Turquie Ã afin de dÃsamorcer les tensions en Syrie Ã. La [Turquie](#) serait un acheteur potentiel des nouvelles exportations de gaz israÃlien. AprÃs le 7 octobre 2023, les vols ont Ãgalement continuÃ sans interruption et le [tourisme](#) entre IsraÃl et lâAzerbaÃdjan a augmentÃ.

Avec lâacquisition par SOCAR dâune participation dans les licences gaziÃres, les relations entre IsraÃl et lâAzerbaÃdjan montrent comment la Ã diplomatie ÃnergÃtique Ã israÃlienne est utilisÃe pour crÃer des interdÃpendances et exercer une influence sur des pays Ã majoritÃ musulmane stratÃgiquement importants, une dynamique quâIsraÃl cherche Ãgalement Ã exploiter avec les richesses fossiles pillÃes en Palestine occupÃe.

## LâÃnergie comme vecteur de normalisation

Depuis la découverte [des gisements gaziers Leviathan](#) au large des côtes de la ville de Haïfa en 2010, Israël cherche à se positionner comme [une superpuissance gazière](#) au Moyen-Orient. Le gaz offshore exploité par Israël dépasse largement la taille de son marché intérieur. [Par habitant](#), les réserves de gaz revendiquées par Israël sont deux fois plus importantes que celles du Canada et près de trois fois plus importantes que celles des États-Unis. Les exportations de gaz naturel ont contribué à financer la machine de guerre israélienne ; depuis le début de la production de gaz naturel en Israël, l'État a perçu 30 milliards de NIS de [recettes publiques](#) provenant des redevances, des prélèvements sur les bénéfices et de l'impôt sur les sociétés. Cependant, les consommateurs arabes de gaz israélien sont encore plus précieusement que les retombées économiques, les exportations de gaz naturel vers [l'Égypte et la Jordanie ayant augmenté de 13,4 %](#) en 2024.

Israël est transparent quant à ses aspirations politiques en matière d'exploitation des ressources fossiles. Au début de l'année, le ministre israélien de l'Énergie et des Infrastructures, [Eli Cohen](#), a déclaré que la croissance de la production de gaz était importante non seulement pour l'économie israélienne, mais aussi pour son pouvoir régional. Il a salué le succès des exportations vers les pays arabes voisins, y voyant un atout pour « renforcer la stabilité et la sécurité régionales et consolider notre position internationale », et a exprimé son espoir de voir « davantage d'entreprises » et « davantage de concurrence » sur le marché du gaz.

Le pillage des réserves de gaz par Israël n'a guère été perturbé depuis le lancement de sa dernière offensive contre Gaza. Un accord maritime négocié par les États-Unis entre Israël et le Liban en 2022 signifie que la production de gaz a été moins perturbée que les importations de pétrole, qui ont été prises pour cible par les forces Ansarullah du Yémen. Ainsi, tout en assassinant et en affamant systématiquement les Palestiniens, Israël sécurise son propre marché énergétique, profitant de l'évolution de la géopolitique et de la normalisation des relations diplomatiques.

Israël espère exporter du gaz vers l'Europe, offrant un approvisionnement plus « fiable » que la Russie. L'approvisionnement en gaz de la Russie vers l'Europe a chuté de manière spectaculaire après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, passant de [45 % à 19 % des importations](#) entre 2022 et 2024, qui ont été remplacées par du gaz acheminé par gazoduc depuis la Norvège et du gaz naturel liquéfié (GNL) provenant du Qatar et des États-Unis. À l'échelle mondiale, un passage majeur du gazoduc au GNL s'est opéré depuis 2022, car il s'agit d'une méthode d'importation plus flexible que le gazoduc. Cependant, l'approvisionnement par gazoduc peut être avantageux pour créer une interdépendance entre les pays connectés. Par exemple, la connexion des infrastructures physiques de gaz entre la Russie et l'Europe a contrarié les [projets de l'UE visant à couper son approvisionnement](#), et le gaz russe a continué à [circuler via l'Ukraine](#) jusqu'à l'expiration d'un accord en 2025. Israël pourrait [tirer les leçons](#) du gaz russe pour devenir un exportateur « toutes saisons », tout en fusionnant ses infrastructures avec l'approvisionnement par gazoduc de ses voisins.

L'Égypte est le plus grand producteur et consommateur de gaz de la Méditerranée orientale. En 2018, elle a signé [son premier accord gazier majeur avec Israël](#). Le gouvernement a justifié ces importations controversées en les résolvant vers le marché international. Cependant, un déficit énergétique persistant a rendu l'Égypte de plus en plus dépendante des importations de gaz israélien pour sa consommation industrielle et domestique.

La découverte par l'Égypte du vaste [gisement de gaz de Zohr](#) en 2015 a déclenché une «[ruée](#)» des investissements étrangers de la part de sociétés étrangères spécialisées dans les combustibles fossiles qui cherchaient à exploiter ces vastes réserves de gaz. Les espoirs de l'Égypte de devenir autosuffisante ont été anéantis en 2022 lorsque les investisseurs ont commencé à [retirer leurs dollars du pays](#) après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février, dans une course vers des valeurs refuges à 20 milliards de dollars au cours des trois premières semaines. Dans un contexte de crise des devises étrangères, l'Égypte [n'a pas pu payer les sociétés pétrolières et gazières étrangères](#), ce qui a entraîné une [baisse de l'exploration et de la production](#) et aggravé les pénuries de gaz existantes.

En juin 2022, l'UE, l'Égypte et Israël ont signé un [accord gazier](#) prévoyant la livraison de gaz israélien qui sera [liquéfié dans des usines de traitement égyptiennes](#), puis expédié vers l'Europe. La présidente de l'UE, Ursula von der Leyen, a salué cet accord qui rapproche l'UE d'Israël et met fin à la dépendance à l'énergie russe utilisée à des fins de «[chantage](#)». Cet accord gazier fait suite à un accord conclu plus tôt dans l'année, dans lequel l'UE s'engageait à verser 6,6 millions d'euros à l'[interconnexion EuroAsia](#), un réseau reliant les réseaux électriques d'Israël, de Chypre, de la Grèce et de l'Europe.

Malgré les investissements de l'UE et d'Israël, l'Égypte a continué à enregistrer un important déficit entre l'offre et la demande, ce qui a entraîné l'arrêt des exportations de GNL et une perte de devises étrangères précieuses. L'Égypte a réagi en 2023 en planifiant [des coupures d'électricité](#) pour faire face à la demande croissante pour l'usage domestique et industriel, ainsi qu'à la demande croissante en climatisation suite à des [vagues de chaleur](#) extrêmes. Les coupures de courant régulières, en particulier dans les régions rurales, ont été une source importante de frustration, entraînant des [soulèvements](#) contre la consommation excessive d'énergie par les élites et la poursuite des projets d'exportation de combustible égyptien vers l'Europe.

En mars 2024, les dirigeants de l'UE ont signé un [accord de partenariat stratégique triennal](#) de 7,4 milliards d'euros (6,3 milliards de livres sterling) avec l'Égypte dans des domaines de coopération clés, notamment la stabilité économique, l'investissement, l'énergie, la sécurité alimentaire et les migrations. Ce partenariat stratégique comprend des promesses [de renforcement du Forum gazier de la Méditerranée orientale](#), une plateforme visant à garantir la coopération pour le développement d'un marché régional du gaz naturel, dont les membres sont la Jordanie, Israël, Chypre, la Grèce, l'Égypte, la Palestine, la France et l'Italie, avec le Groupe de la Banque mondiale, l'UE et les États-Unis en tant qu'observateurs. Mme Von der Leyen a déclaré que l'accord avec l'Égypte soulignait la «[position stratégique](#)» de ce pays dans «[une région très troublée](#)», mettant en lumière les préoccupations de l'UE concernant les 9 millions de personnes déplacées installées en Égypte, qui pourraient traverser la Méditerranée pour rejoindre l'Europe si leurs conditions de vie continuent de se détériorer. Néanmoins, l'accent mis sur les relations diplomatiques et les projets d'interconnexion entre l'Europe et l'Asie montrent que les accords sur le gaz et l'énergie continueront à jouer un rôle central dans la normalisation des relations entre Israël et ses voisins.

En mai 2025, l'UE a publié une [feuille de route pour mettre fin à sa dépendance au gaz russe](#). Afin de garantir l'approvisionnement énergétique de l'UE, cette feuille de route prévoit un plan de diversification des sources, notamment par le biais d'une «[diplomatie énergétique](#)»

[renforcement](#) » visant à coopérer avec les pays partenaires du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et du pourtour de la mer Noire. Cependant, [la demande de gaz en Europe est en baisse](#) et les infrastructures nationales pourraient couvrir ses besoins à l'avenir. En avril 2025, Trump a déclaré que l'UE devait acheter au moins 3,5 milliards de dollars d'énergie américaine pour bénéficier d'un allègement tarifaire, et l'UE a indiqué qu'elle [accepterait](#) de passer du gaz russe au gaz américain afin d'éviter les droits de douane. Un accord bilatéral entre les États-Unis et l'UE pourrait donc exclure l'Égypte des exportations de GNL vers l'UE à l'avenir et réduire au minimum sa capacité à tirer profit des exportations de gaz. Même si un tel accord transatlantique sur le gaz se concrétise, l'Égypte resterait dépendante du gaz israélien, car elle deviendrait un importateur net de gaz.

À ce stade, les [futurs accords](#) avec Israël laissent présager une dépendance croissante de l'Égypte à l'égard du gaz israélien extrait et transporté à travers les territoires du Liban, de Gaza et de l'Égypte occupés par Israël. En septembre 2024, l'Égypte a signé [un nouvel accord visant à augmenter ses importations de gaz](#) en provenance d'Israël afin de mettre fin aux coupures d'électricité prévues. Elle a accepté d'augmenter ses importations de gaz israélien de 20 % en octobre 2024, puis de 50 % d'ici la fin 2025, après l'achèvement de l'extension du gazoduc Ashdod-Ashkelon. Les [gazoducs existants dans le Sinaï](#) se heurtent à une forte opposition, et une vague d'attaques contre les gazoducs a eu lieu après la chute de Moubarak en 2011.

## Vers un embargo énergétique

Cette histoire récente illustre quel point les exportations énergétiques jouent un rôle central dans la normalisation des relations d'Israël avec ses voisins et lui permettent d'échapper à toute responsabilité quant au génocide des Palestiniens. Lorsque des entreprises internationales, ou des États eux-mêmes dans le cas de SOCAR, sont prêts à s'investir davantage dans l'économie israélienne alors qu'un génocide est en cours, ils cautionnent la violence d'Israël et doivent à leur tour être tenus pour responsables.

Les licences d'exploration officielles accordées au consortium BP, SOCAR et NewMed constituent une évolution inquiétante. Israël a également l'intention de poursuivre son projet d'organiser un [cinquième appel d'offres](#) pour l'octroi de licences d'exploration de ses gisements de gaz offshore

Depuis janvier 2024, nous nous mobilisons localement en Grande-Bretagne pour appeler à un embargo énergétique par la base en ciblant les activités des entreprises implantées sur le marché énergétique israélien, en particulier BP. Cela consiste notamment à dénoncer les moyens utilisés par les entreprises énergétiques pour obtenir le consentement de la population à leurs activités en investissant dans des institutions socialement acceptées telles que les universités et les [musées](#), et en s'associant ainsi à elles.

Nous appelons les citoyens du monde entier à se joindre à nous pour remettre en question le rôle des accords d'investissement dans le secteur de l'énergie, ainsi que le soutien militaire et diplomatique dont Israël continue de bénéficier de la part des entreprises et des États occidentaux.

*Energy Embargo for Palestine est une organisation anti-impérialiste basée en Grande-Bretagne qui cible les flux énergétiques afin d'isoler le sionisme.*

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [Mondoweiss](#)

**date créée**

2025/07/29